

**Destinataire**

**Madame Annie Genevard**

Ministre de l'Agriculture et  
de la Souveraineté alimentaire

Madame la Ministre,

Il y a une semaine, à l'Assemblée Nationale, vous affirmiez *"Il est parfois difficile de distinguer, dans le fracas de l'actualité, les revendications bruyantes des suppliques essentielles. (...) Il est pourtant des crises qui, par la profondeur de leurs causes et l'ampleur de leurs conséquences, méritent une attention supérieure de la nation et de ses représentants."* Nos organisations constatent au contraire que les **propositions que vous avez portées ont été davantage motivées par une approche court-termiste influencée par les voix les plus bruyantes que par une intention sincère de répondre aux causes structurelles du désarroi des agriculteurs, de l'incapacité des français à se nourrir dignement et de la mise en danger de nos capacités productives.**

La liste de réponses inadaptées que nous constatons depuis un an serait trop longue à énumérer. La discussion budgétaire au Sénat la semaine dernière, lors de laquelle vous avez estimé qu'un amendement supprimant l'Agence Bio était "pertinent" en est la dernière illustration, tant sur la forme que sur le fond. Sur la forme, une décision prise sans concertation, même avec les principaux acteurs concernés : ceux de la filière bio. Sur le fond, le contexte de crise de l'agriculture biologique qui devrait justifier à lui-seul le soutien à cette agence publique et ses missions plutôt que sa dilution, voire sa suppression. **Cette décision est-elle le fruit d'une remise en question des constats et recommandations partagés par la communauté scientifique, de l'INRAe au GIEC, sur la nécessité de soutenir la transition agroécologique dont l'agriculture biologique ?** Elle va en tout cas à l'encontre des attentes de la majorité des agriculteurs et des citoyens qui aspirent à des politiques publiques affrontant les enjeux de transition et d'adaptation pour envisager l'avenir d'un secteur particulièrement vulnérable aux aléas climatiques et économiques.

**Soyons francs : nous sommes excédés et profondément inquiets des décisions des prochaines semaines à la vue du calendrier gouvernemental et parlementaire qui se dessine.** Quelles sont les réponses à la crise sur lesquelles vous vous êtes engagée à nouveau lors de vos vœux ?

- Un projet de **loi d'orientation agricole** annoncé il y a deux ans, qui voit son objectif initial et central du renouvellement des générations se diluer dans un agglomérat de non-sens juridiques, sociaux et environnementaux.
- Une proposition de loi sénatoriale qui prétend lever des **contraintes pour les agriculteurs**, mais agite en réalité des chiffons rouges, renforçant une posture de déni des enjeux environnementaux qui aggraveront de fait la crise ces prochaines années.
- **Rien de concret pour assurer un revenu aux agriculteurs et des règles commerciales justes et équitables.** L'opposition au Mercosur, aussi partagée soit-elle, ne suffira pas à remettre en question un système inique reposant sur une répartition inégale de la valeur et la mise en concurrence des paysans partout dans le monde au nom de la compétitivité.
- **Rien sur une révision en profondeur du plan stratégique national alors même que la Politique agricole commune est l'un des premiers leviers de financement de notre**

**agriculture** avec 9 milliards d'euros par an. Avant de parler d'effort budgétaire, posons nous la question de l'efficacité de la dépense publique et des orientations budgétaires de la PAC.

Depuis plusieurs mois, les menaces et les attaques se sont multipliées à l'encontre d'associations, d'instituts de recherche et d'agents publics. Vos récentes déclarations ainsi que celles du premier ministre, **visant l'Office Français de la Biodiversité ou l'Agence Bio, ne font que renforcer la violence subie sur le terrain et le sentiment d'opposition irréconciliable entre agriculteurs et citoyens, et entre agriculture et environnement.** Il est de votre responsabilité de mettre un terme à ce récit passéiste et obscurantiste qui détourne des vrais sujets et s'amuse de quelques "victoires" symboliques sur l'autel du futur de notre agriculture et de notre alimentation !

**Il y a urgence à arrêter l'ensemble de ces stratégies mortifères pour notre souveraineté alimentaire. Cela doit se traduire dans les prochains jours par un rejet du soutien du gouvernement à la proposition de loi sénatoriale sur les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur, ainsi que la réaffirmation du rôle et du mandat de l'Agence Bio.**

Nous restons disponibles pour vous rencontrer afin de vous démontrer, sur la base de l'expérience de nos 54 organisations - agricoles, citoyennes, environnementales et de solidarité internationale - la possibilité d'**une transition qui fédère, et non d'une vision qui divise.**

À Montreuil, le 23 janvier 2025,


**Mathieu Courgeau**

Co-président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

**Lorine Azoulai**

Co-présidente

A handwritten signature in black ink, featuring a vertical line on the right side and several overlapping loops on the left.